



GETTY IMAGES

## Ce que les « Dossiers Twitter » disent de la COVID

- Mihailo S. Zekic
- [28/12/2022](#)

Les « Dossiers Twitter » d'Elon Musk, en cours de réalisation, ont exposé au coup par coup la corruption au sein du géant des réseaux sociaux. « Comment Twitter a truqué le débat sur la COVID » a été publié hier. David Zweig a couvert les derniers volets pour le compte de *Free Press*.

Selon Zweig, la Maison Blanche, sous les administrations Trump et Biden, faisait pression sur Twitter pour « combattre la désinformation » concernant la crise de la COVID-19. Mais la pression du gouvernement est devenue plus forte après l'arrivée de l'équipe Biden en 2021.

Le bureau de Washington de Biden voulait maintenant que Twitter s'en prenne aux « anti-vaxxeurs ». Il s'agissait notamment de « comptes anti-vaxxeurs très médiatisés » comme celui du romancier Alex Berenson. Zweig souligne qu'après que Biden ait affirmé, au cours de l'été 2021, que la « désinformation » anti-vaccination sur les réseaux sociaux « tuait des gens », le compte de Berenson a été presque immédiatement suspendu. Berenson a ensuite intenté un procès à Twitter. Des documents révélés au tribunal montrent une implication directe de la Maison Blanche contre Berenson.

10. Berenson sued (and then settled with) Twitter. In the legal process Twitter was compelled to release certain internal communications, which showed direct White House pressure on the company to take action on Berenson.

<https://t.co/CHt0s7ZqIQ> [pic.twitter.com/dFgRmyRB3z](https://pic.twitter.com/dFgRmyRB3z)

— David Zweig (@davidzweig) [December 26, 2022](#)

Le cas d'Alex Berenson n'était pas isolé. Un mémo issu d'une réunion aussi récente que ce mois-ci le démontre. Ce mémo émane de Lauren Culbertson, responsable de la politique publique de Twitter aux États-Unis. Il se lit comme suit : « L'équipe de Biden n'était pas satisfaite de l'approche de Twitter en matière d'application de la loi, car elle souhaitait que Twitter en fasse plus et qu'il prive de leur plateforme plusieurs comptes. En raison de ce mécontentement, on nous a demandé de nous joindre à plusieurs autres appels. Ils étaient de nature très colérique. »

12. Culbertson wrote that the Biden team was "very angry" that Twitter had not been more aggressive in deplatforming multiple accounts. They wanted Twitter to do more.

[pic.twitter.com/lZTQV3yKeZ](https://pic.twitter.com/lZTQV3yKeZ)

— David Zweig (@davidzweig) [December 26, 2022](#)

Et ce, malgré la censure par Twitter des tweets de politique anti-gouvernementale concernant la Covid. Un tweet du Dr Martin Kulldorff, épidémiologiste de l'école de médecine de Harvard, a été partiellement censuré. Le tweet de Kulldorff affirmait que l'idée que « tout le monde » aux États-Unis « doit être vacciné » est « scientifiquement erronée ». Son tweet était une « opinion d'expert » et s'alignait sur les politiques de vaccination des pays étrangers. Mais il était en désaccord avec les politiques des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Cela a suffi pour que son message soit signalé comme « trompeur » et que les réponses et les « likes » soient suspendus.

23. After Twitter took action, Kulldorff's tweet was slapped with a "Misleading" label and all replies and likes were shut off, throttling the tweet's ability to be seen and shared by many people, the ostensible core function of the platform: [pic.twitter.com/Qa1HpaEray](https://pic.twitter.com/Qa1HpaEray)

— David Zweig (@davidzweig) [December 26, 2022](#)

Un autre exemple : @KelleyKga, « un vérificateur de faits de santé publique autoproclamé », a publié une réponse à un tweet trompeur. @greg\_travis a tweeté que la Covid était la principale cause de maladie chez les enfants. @KelleyKga a utilisé les propres données des CDC pour montrer que ce n'était pas vrai. Les taux de cancer, de maladies cardiaques et de sida étaient tous plus élevés. Pourtant, le tweet de @KelleyKga a été censuré ; celui de @greg\_travis n'a jamais été signalé.

27. Tellingly, the tweet by @KelleyKga that was labeled "Misleading" was a reply to a tweet that contained actual misinformation.

Covid has never been the leading cause of death from disease in children. Yet that tweet remains on the platform, and without a "misleading" label [pic.twitter.com/vK5NpWg8KT](https://pic.twitter.com/vK5NpWg8KT)

— David Zweig (@davidzweig) [December 26, 2022](#)

L'exemple le plus surprenant que donne Zweig est celui d'Andrew Bostom. Il s'agit d'un médecin de Rhode Island. Twitter l'a suspendu de façon permanente après de « multiples violations pour désinformation ». L'une de ses violations provenait de son tweet faisant référence à une étude évaluée par des pairs sur les vaccins à ARNm. Un audit interne ultérieur a montré qu'une seule des cinq infractions imputées à Bostom était en fait valide. La seule violation « valide » concernait une comparaison gênante entre la COVID-19 et la grippe.

31. The one Bostom tweet found to still be in violation cited data that was legitimate but inconvenient to the public health establishment's narrative about the risks of flu versus Covid in children. [pic.twitter.com/KT3q7Ee9CA](https://pic.twitter.com/KT3q7Ee9CA)

— David Zweig (@davidzweig) [December 26, 2022](#)

« Lors de mon examen des dossiers internes », écrit Zweig, « j'ai trouvé d'innombrables cas de tweets étiquetés comme 'trompeurs' ou retirés entièrement, déclenchant parfois des suspicions de compte, simplement parce qu'ils s'écartaient des orientations des CDC ou différaient des points de vue de l'élite. »

Les « Dossiers Twitter » montrent que le gouvernement avait un objectif à atteindre et qu'il n'avait pas peur d'étouffer la liberté d'expression pour le réaliser. Une telle implication du gouvernement dans le fonctionnement interne d'une entreprise est surprenante. Mais il existe des preuves que le gouvernement était plus impliqué dans la crise que le simple fait de modérer Twitter. Pour en savoir plus, lisez « *La crise du Coronavirus a-t-elle été planifiée ?* » (à venir bientôt), extrait du livre gratuit [L'Amérique sous attaque](#) par notre rédacteur en chef, Gerald Flurry.